

## MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1687

[S - C - 97/9615]

**8 AOUT 1997. — Arrêté royal  
fixant le règlement particulier  
du tribunal de première instance de Turnhout**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 76 à 78, l'article 79, modifié par les lois des 30 juin 1976 et 18 juillet 1991, l'article 80, modifié par la loi du 18 juillet 1991, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 et 90, l'article 91, modifié par les lois des 25 juillet 1985 et 3 août 1992, l'article 92, modifié par les lois des 28 juin 1974, 25 juillet 1985 et 3 août 1992 et les articles 93 à 97;

Vu les avis du premier président de la cour d'appel d'Anvers, du premier président de la cour du travail d'Anvers, du procureur général à Anvers, du président du tribunal de première instance de Turnhout, du procureur du Roi à Turnhout, du greffier en chef du tribunal de première instance de Turnhout et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Turnhout;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le tribunal de première instance de Turnhout est composé de dix-sept chambres, soit dix chambres civiles, six chambres pénales et une chambre de la jeunesse.

**Art. 2.** Les dix premières chambres connaissent des affaires civiles. Les douzième, treizième, quatorzième, quinzième et seizième chambres connaissent des affaires pénales. La onzième chambre connaît des affaires réservées au tribunal de la jeunesse. La dix-septième chambre siège comme chambre du conseil en matière pénale.

**Art. 3.** Les troisième, quatrième, douzième et treizième chambres sont composées de trois juges; les autres chambres ne comprennent qu'un juge.

**Art. 4.** Les chambres tiennent audience comme suit :

- la première chambre, le mercredi;
- la deuxième chambre, le jeudi;
- la troisième chambre, le lundi;
- la quatrième chambre, le vendredi;
- la cinquième chambre, le lundi;
- la sixième chambre, le mardi;
- la septième chambre, le mardi;
- la huitième chambre, le mercredi;
- la neuvième chambre, le jeudi;
- la dixième chambre, le vendredi;
- la onzième chambre, le lundi et le mercredi;
- la douzième chambre, le mercredi;
- la treizième chambre, le jeudi;
- la quatorzième chambre, le lundi;
- la quinzième chambre, le mardi;
- la seizième chambre, le vendredi;
- la dix-septième chambre, le mardi et le vendredi.

**Art. 5.** Les audiences des seize premières chambres commencent à 9 heures. La durée des audiences est de trois heures au moins non compris le règlement du rôle et la prononciation des jugements - ou jusqu'à l'épuisement du rôle.

Les audiences de la chambre du conseil en matière pénale commencent à 9 heures et chaque fois que les nécessités du service l'exigent. Si cette chambre tient audience le lundi ou un jour suivant un jour férié, l'audience commence à 14 heures.

**Art. 6.** Le président du tribunal tient ses audiences en référé le lundi et le jeudi, à 9 heures.

Il siège en ce qui concerne les comparutions prescrites en matière de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel, le mardi à 9.30 heures.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1687

[S - C - 97/9615]

**8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit  
tot vaststelling van het bijzonder reglement  
voor de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 76 tot 78, op artikel 79, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1976 en 18 juli 1991, op artikel 80, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 en 90, op artikel 91, gewijzigd bij de wetten van 25 juli 1985 en 3 augustus 1992, op artikel 92, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1974, 25 juli 1985 en 3 augustus 1992 en op de artikelen 93 tot 97;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen, van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, van de procureur des Konings te Turnhout, van de hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Turnhout;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De rechtbank van eerste aanleg te Turnhout bestaat uit zeventien kamers waarvan tien kamers voor burgerlijke zaken, zes kamers voor strafzaken en één jeugdkamer.

**Art. 2.** De eerste tot en met de tiende kamer nemen kennis van de burgerlijke zaken. De twaalfde tot en met de zestiende kamer nemen kennis van de strafzaken. De elfde kamer neemt kennis van de zaken die onder de jeugdrechtbank ressorteren. De zeventiende kamer houdt zitting als raadkamer in strafzaken.

**Art. 3.** De derde, de vierde, de twaalfde en de dertiende kamer bestaan uit drie rechters; de andere kamers uit één rechter.

**Art. 4.** De kamers houden zitting als volgt :

- de eerste kamer, op woensdag;
- de tweede kamer, op donderdag;
- de derde kamer, op maandag;
- de vierde kamer, op vrijdag;
- de vijfde kamer, op maandag;
- de zesde kamer, op dinsdag;
- de zevende kamer, op dinsdag;
- de achtste kamer, op woensdag;
- de negende kamer, op donderdag;
- de tiende kamer, op vrijdag;
- de elfde kamer, op maandag en woensdag;
- de twaalfde kamer, op woensdag;
- de dertiende kamer, op donderdag;
- de veertiende kamer, op maandag;
- de vijftiende kamer, op dinsdag;
- de zestiende kamer, op vrijdag;
- de zeventiende kamer, op dinsdag en vrijdag.

**Art. 5.** De zittingen van de eerste tot en met de zestiende kamer beginnen om 9 uur. Deze zittingen duren ten minste drie uren, rolgeregeling en uitspraak van vonnissen niet inbegrepen, tenzij de rol voordien is uitgeput.

De zittingen van de raadkamer in strafzaken vangen aan om 9 uur en telkens wanneer het nodig is voor de behoeften van de dienst. Ingeval deze kamer zitting houdt op een maandag of op een dag volgend op een feestdag, begint de zitting om 14 uur.

**Art. 6.** De voorzitter van de rechtbank houdt zitting in kort geding op maandag en donderdag, telkens om 9 uur.

Hij houdt zitting inzake de door de wet voorgeschreven verschijningen betreffende echtscheiding en scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, op dinsdag om 9.30 uur.

Le bureau d'assistance judiciaire tient audience le mercredi, à 10.30 heures.

Le juge des saisies tient audience le jeudi à 9 heures pour les requêtes introduites comme en matière de référé.

**Art. 7.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

**Art. 8.** Le président du tribunal peut, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis du procureur du Roi, décider de faire tenir des audiences supplémentaires, dont il fixe les jours et heures, par une ou plusieurs chambres, le bureau d'assistance judiciaire, le juge des saisies, le président siégeant en référé ou le président siégeant en matière de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel.

**Art. 9.** Le président du tribunal peut, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

**Art. 10.** Les introductions se font :

1) devant le tribunal civil :

a) pour les actions civiles qui doivent être attribuées à une chambre composée de trois juges, conformément à l'article 92, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> du Code judiciaire : à l'audience de la troisième chambre;

b) en matière de divorce pour cause déterminée et pour les actions civiles dont la communication au ministère public est prévue par la loi, excepté les actions visées sub a) ci-dessus, y compris les requêtes : à l'audience de la deuxième chambre;

c) pour toutes les actions civiles non visées sub a) et b) ci-dessus, y compris les requêtes : à l'audience de la première chambre;

2) devant le tribunal correctionnel :

a) pour les citations directes qui doivent être attribuées à une chambre composée de trois juges conformément à l'article 92, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du Code judiciaire : à l'audience de la douzième chambre;

b) pour les appels contre des jugements du tribunal de police, siégeant en matière pénale : à l'audience de la treizième chambre,

c) pour les citations directes en matière pénale, autres que celles visées ci-dessus, qui sont attribuées à une chambre à juge unique : à l'audience de la quatorzième, quinzième ou seizième chambre. Le ministère public est avisé par la partie citante et reçoit communication des pièces trois jours au moins avant l'appel de la cause.

d) pour les affaires où l'action publique est exercée par l'auditeur du travail conformément à l'article 155 du Code judiciaire : à l'audience de la quatorzième chambre, le premier et le cinquième lundi du mois;

3) devant le président du tribunal, en matière de référé : aux audiences du lundi et du jeudi.

4) devant le juge des saisies : à l'audience du jeudi.

5) devant le tribunal de la jeunesse : le deuxième lundi et les deuxième et quatrième mercredis du mois pour les mesures à prendre à l'égard des mineurs, conformément à la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse et les décrets coordonnés du 4 avril 1990, et le premier, le troisième et le cinquième mercredi du mois pour les autres affaires relevant de la compétence du juge de la jeunesse, à l'audience de la onzième chambre.

6) devant le bureau d'assistance judiciaire : à l'audience du mercredi.

**Art. 11.** Les auditions des témoins ont lieu le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi dans l'après-midi.

**Art. 12.** Le président du tribunal distribue les affaires civiles selon les nécessités du service.

Le président distribue les affaires pénales, sur la proposition du procureur du Roi.

**Art. 13.** Le président du tribunal arrête le tableau de service des juges d'instruction et la répartition entre eux des affaires. Les affaires dans lesquelles le procureur du Roi a requis une enquête sont distribuées au juge de service à la date du réquisitoire.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op woensdag, om 10.30 uur.

De beslagrechter houdt zitting op donderdag om 9 uur inzake de vorderingen ingesteld zoals in kort geding.

**Art. 7.** De kamers kunnen, naargelang de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan ze zelf de dagen en de uren bepalen, in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

**Art. 8.** Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers, het bureau voor rechtsbijstand, de beslagrechter, de voorzitter zetelende in kort geding of de voorzitter zetelende inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming bijkomende zittingen houden op de dagen en uren die hij bepaalt.

**Art. 9.** De voorzitter van de rechtbank kan, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, voorlopig het aantal en de bevoegdheid van de kamers wijzigen.

**Art. 10.** De inleidingen geschieden :

1) voor de burgerlijke rechtbank :

a) inzake burgerlijke rechtsvorderingen die overeenkomstig artikel 92, § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup> van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden toegewezen aan een kamer met drie rechters : op de zitting van de derde kamer;

b) inzake echtscheiding op grond van bepaalde feiten en inzake burgerlijke rechtsvorderingen betreffende de aan het Openbaar Ministerie verplicht mededeelbare zaken behalve de onder a) hierboven vermelde vorderingen, verzoekschriften inbegrepen : op de zitting van de tweede kamer;

c) inzake alle burgerlijke rechtsvorderingen die niet inbegrepen zijn onder a) en b) hierboven, verzoekschriften inbegrepen : op de zitting van de eerste kamer;

2) voor de correctionele rechtbank :

a) inzake rechtstreekse dagvaardingen die overeenkomstig artikel 92, § 1, 4<sup>o</sup> van het Gerechtelijk Wetboek moeten toegewezen worden aan een kamer met drie rechters : op de zitting van de twaalfde kamer;

b) inzake de hogere beroepen tegen vonnissen van de politierechtbank, zetelende in strafzaken : op de zitting van de dertiende kamer;

c) inzake rechtstreekse dagvaardingen in andere strafzaken, die behandeld worden door een kamer met één rechter : op een zitting van de veertiende, vijftiende of zestiende kamer. Het Openbaar Ministerie moet door de dagvaardende partij vooraf worden verwittigd en dient tenminste drie dagen voor de oproeping van de zaak inzake te krijgen van de stukken.

d) betreffende de zaken waar het Openbaar Ministerie zal worden waargenomen door de arbeidsauditeur overeenkomstig artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek : op de zitting van de veertiende kamer, de eerste en vijfde maandag van de maand;

3) voor de voorzitter van de rechtbank inzake kort geding : op de zittingen van maandag en donderdag.

4) voor de beslagrechter : op de zitting van donderdag.

5) voor de jeugdrechtbank : op de tweede maandag en op de tweede en de vierde woensdag van de maand inzake maatregelen ter bescherming van de minderjarigen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming en de gecoördineerde decreten van 4 april 1990 en op de eerste, de derde en de vijfde woensdag van de maand inzake de andere zaken die tot de bevoegdheid van de jeugdrechter behoren, op de zitting van de elfde kamer.

6) voor het bureau voor rechtsbijstand : op de zitting van woensdag.

**Art. 11.** De getuigenverhoren worden gehouden op maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag in de namiddag.

**Art. 12.** De toedeling van de burgerlijke zaken geschiedt door de voorzitter van de rechtbank volgens de behoeften van de dienst.

De strafzaken worden door de voorzitter op voorstel van de procureur des Konings toebedeeld.

**Art. 13.** De voorzitter van de rechtbank bepaalt de dienstregeling van de onderzoeksrechters en de verdeling van de zaken onder hen. De zaken waarin de procureur des Konings een onderzoek vordert worden toebedeeld aan de onderzoeksrechter met dienst op datum van de vordering.

Lorsque les nécessités du service ou la bonne administration de la justice le justifient, le président du tribunal peut déroger au tableau de service et à la répartition des affaires ou distribuer à un juge d'instruction une affaire dont un autre juge d'instruction est saisi.

**Art. 14.** Le président détermine, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, les jours et heures des audiences de vacation. Il détermine en outre la liste des magistrats qui y siégeront.

Le président du tribunal peut en tout temps modifier ce tableau selon les nécessités du service.

**Art. 15.** Le premier président de la Cour d'appel et le procureur du Roi sont informés des dispositions prises par le président sur base des articles 80 et 89 du Code judiciaire et du présent règlement. Ces dispositions sont affichées au greffe.

**Art. 16.** L'arrêté royal du 17 avril 1986 fixant le règlement particulier du tribunal de première instance de Turnhout est abrogé.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1997.

**Art. 18.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Indien de behoeften van de dienst of een goede rechtsbedeling het vergen kan de voorzitter van de rechtbank afwijken van de dienstregeling en van de verdeling van de zaken of aan een onderzoeksrechter een zaak toebedelen die voor een andere onderzoeksrechter aanhangig is.

**Art. 14.** De voorzitter van de rechtbank bepaalt, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, de dagen en uren van de vacatiezittingen. Hij maakt bovendien de lijst op van de magistraten die er zitting zullen houden.

De voorzitter van de rechtbank kan altijd de lijst wijzigen wegens de behoeften van de dienst.

**Art. 15.** Van de beschikkingen die de voorzitter op grond van de artikelen 80 of 89 van het Gerechtelijk Wetboek of op grond van dit reglement neemt wordt kennis gegeven aan de eerste voorzitter van het Hof van Beroep en aan de procureur des Konings. Deze beschikkingen worden ter griffie aangeplakt.

**Art. 16.** Het koninklijk besluit van 17 april 1986 tot vaststelling van het bijzonder reglement van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

**Art. 18.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

#### MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 1688

[C - 97/16218]

**18 AOUT 1997.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995;

Vu la Directive 80/217/CEE, établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique, modifiée par la Directive 84/645/CEE du Conseil du 27 décembre 1984, la Directive 87/486/CEE du Conseil du 22 septembre 1987 et la Directive 91/685/CEE du Conseil du 11 décembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de porcs à déclaration obligatoire;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1982, 31 janvier 1990, 22 mai 1990, 14 juillet 1995 et 31 octobre 1996, notamment l'article 36bis;

Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures de lutte temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 21 septembre 1990, 12 octobre 1990, 16 novembre 1990, 6 décembre 1990, 28 mai 1991, 15 octobre 1993, 21 octobre 1993, 29 octobre 1993, 24 novembre 1993, 13 janvier 1994, 8 février 1994, 18 février 1994, 10 mars 1994, 17 mars 1994, 22 mars 1994, 1<sup>er</sup> avril 1994, 15 avril 1994, 20 avril 1994, 28 avril 1994, 27 mai 1994, 8 juin 1994, 21 juin 1994, 1<sup>er</sup> juillet 1994, 11 juillet 1994, 5 août 1994, 25 août 1994, 20 septembre 1994, 7 octobre 1994, 4 novembre 1994, 28 décembre 1994, 7 février 1997, 17 février 1997, 6 mars 1997, 28 mars 1997, 9 avril 1997, 10 avril 1997, 9 mai 1997, 22 mai 1997, 16 juin 1997, 26 juin 1997, 5 juillet 1997, 29 juillet 1997 et du 8 août 1997 ainsi que par l'arrêté royal du 14 juin 1993 déterminant les conditions d'équipement pour la détention des porcs;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

#### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 1688

[C - 97/16218]

**18 AUGUSTUS 1997.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995;

Gelet op de Richtlijn 80/217/EEG tot vaststelling van maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest, gewijzigd bij Richtlijn 84/645/EEG van de Raad van 27 december 1984, Richtlijn 87/486/EEG van de Raad van 22 september 1987 en Richtlijn 91/685/EEG van de Raad van 11 december 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1982, 31 januari 1990, 22 mei 1990, 14 juli 1995 en 31 oktober 1996, inzonderheid op het artikel 36bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 september 1990, 12 oktober 1990, 16 november 1990, 6 december 1990, 28 mei 1991, 15 oktober 1993, 21 oktober 1993, 29 oktober 1993, 24 november 1993, 13 januari 1994, 8 februari 1994, 18 februari 1994, 10 maart 1994, 17 maart 1994, 22 maart 1994, 1 april 1994, 15 april 1994, 20 april 1994, 28 april 1994, 27 mei 1994, 8 juni 1994, 21 juni 1994, 1 juli 1994, 11 juli 1994, 5 augustus 1994, 25 augustus 1994, 20 september 1994, 7 oktober 1994, 4 november 1994, 28 december 1994, 7 februari 1997, 17 februari 1997, 6 maart 1997, 28 maart 1997, 9 april 1997, 10 april 1997, 9 mei 1997, 22 mei 1997, 16 juni 1997, 26 juni 1997, 5 juli 1997, 29 juli 1997 en van 8 augustus 1997 en bij koninklijk besluit van 14 juni 1993 tot bepaling van de uitrustingsvoorwaarden voor het houden van varkens;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;